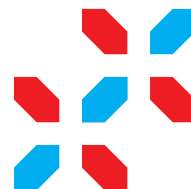




LUXEMBOURG
AID & DEVELOPMENT



MALI - LUXEMBOURG

04 • 2019

COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT







Contenu

-
- | | |
|----|----------------------|
| 04 | MALI, VUE D'ENSEMBLE |
|----|----------------------|
-
- | | |
|----|-------------------------|
| 06 | STRATÉGIES ET PRINCIPES |
|----|-------------------------|
-
- | | |
|----|---------------------------------------|
| 07 | LE LUXEMBOURG AU MALI :
HISTORIQUE |
|----|---------------------------------------|
-
- | | |
|----|---------------------------------------|
| 08 | PROGRAMME INDICATIF
DE COOPÉRATION |
|----|---------------------------------------|
-
- | | |
|----|-----------------------|
| 09 | QUELQUES CHIFFRES-CLÉ |
|----|-----------------------|
-
- | | |
|----|--|
| 10 | ÉVOLUTION DE LA
COOPÉRATION AU MALI |
|----|--|
-
- | | |
|----|------------------------|
| 12 | COOPÉRATION BILATÉRALE |
|----|------------------------|
-
- | | |
|----|---------------------------|
| 18 | COOPÉRATION MULTILATÉRALE |
|----|---------------------------|
-
- | | |
|----|-----------------------|
| 21 | COOPÉRATION RÉGIONALE |
|----|-----------------------|
-
- | | |
|----|--------------------------|
| 27 | COOPÉRATION AVEC LES ONG |
|----|--------------------------|
-
- | | |
|----|--------------------|
| 28 | ACTION HUMANITAIRE |
|----|--------------------|
-
- | | |
|----|----------|
| 29 | CONTACTS |
|----|----------|
-

Mali, vue d'ensemble



182 / 188

Indice de développement humain (2017)

18 541 980

Population (2017)

770 USD

PIB /habitant - PPA (2017)

3 %

Taux d'accroissement
de la population (2017)

0,1

Émission de CO₂
(tonnes métriques/habitant)
(2014)

4,9

Croissance de la population
urbaine (% annuel - 2017)

106 / 1000
Mortalité infantile (2017)

58

Espérance de vie à la naissance (2016)

41,5

Inscription à l'école secondaire (% brut - 2017)

171 ‰

Taux de fertilité chez les adolescents (2016)

6,1

Enfants / femme (2016)

1 240 190 km²

Superficie (2018)

Source : databank.banquemondiale.org

■ Intervention de la Coopération luxembourgeoise

★ Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg et bureau LuxDev à Bamako, Mali



La Coopération luxembourgeoise au développement : stratégies et principes



OBJECTIF

La Coopération luxembourgeoise se place résolument au service de l'éradication de la pauvreté.

ACTIONS

Les actions de la Coopération luxembourgeoise se conçoivent dans l'esprit du développement durable dans ses aspects économiques, sociaux et environnementaux. Elles s'inscrivent dans la réalisation de l'Agenda 2030 des Nations unies, ses 17 Objectifs de développement durable et le principe de « ne laisser personne pour compte ».

- promotion d'approches multi-partenariales (ODD 17)
- renforcement de capacités à tous les niveaux
- promotion de l'innovation pour l'atteinte de résultats de développement concrets
- gestion axée sur les résultats et la performance, transparence et redevabilité
- flexibilité et réactivité en fonction des contextes, surtout en temps de crise



THÈMES PRIORITAIRES

- accès à des services sociaux de base de qualité ;
- intégration socio-économique des femmes et des jeunes ;
- croissance durable et inclusive ;
- gouvernance inclusive.

DIMENSIONS TRANSVERSALES

- droits de l'homme ;
- égalité et équité entre les genres ;
- durabilité environnementale.

CONCENTRATION DE L'AIDE POUR MAXIMISER SON IMPACT

- nombre restreint de pays partenaires, en particulier en Afrique de l'Ouest et sa zone sahélienne, et engagement sur le long terme ;
- concentration sectorielle sur les domaines où le Luxembourg dispose d'une expertise ou d'un avantage comparatif spécifique (p.ex. centre financier international, TIC, gestion de données) ;
- approche partenariale pour la définition des Programmes indicatifs de Coopération (PIC) ;
- alignement sur les principes de l'efficacité du développement.

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

- 1% de son RNB consacré à l'aide publique au développement, depuis 2009 ;
- 100% de son APD sous forme de dons et à caractère non-liée ;
- mise en œuvre selon une approche partenariale, par les instruments de la coopération bi- et multilatérale, la coopération avec les ONG et de l'appui aux programmes ;
- comprend un volet d'action humanitaire se déclinant à travers : l'aide d'urgence en réponse aux crises et catastrophes et à des conflits violents, la transition, la prévention et la résilience.

Le Luxembourg au Mali : historique

Signature d'un Accord général de Coopération définissant les relations de coopération entre le Luxembourg et le Mali.

**Nov.
1998**

Le Mali accède au statut de pays partenaire privilégié de la Coopération luxembourgeoise.

1999

Ouverture de l'ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Dakar, avec compétence sur le Mali.

2001

Signature du 1^{er} Programme indicatif de Coopération (PIC I 2003-2006) doté d'une enveloppe indicative de 19,4 millions EUR.

**Janvier
2003**

Signature du 2^e Programme indicatif de Coopération (PIC II 2007-2011) doté d'une enveloppe indicative de 55,2 millions EUR.

**Janvier
2007**

Adoption de la « Stratégie intérimaire pour la République du Mali – Vers une reprise complète de la coopération au développement 2013 – 2014 » suite au coup d'État au Mali en mars 2012

2013

Signature du 3^e Programme indicatif de Coopération (PIC III 2015-2019) doté d'une enveloppe indicative de 55 millions EUR.

**Mars
2015**

Ouverture à Bamako d'un bureau de l'ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Dakar, accrédité au Mali.

**Mars
2016**

Le 3^e Programme indicatif de Coopération entre le Mali et le Luxembourg (2015 – 2019)

SIGNATURE DU PIC

Signé en mars 2015, quelques semaines avant la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale au Mali, le troisième Programme indicatif de Coopération (PIC III) entre le Mali et le Luxembourg couvre la période 2015-2019.

BUDGET

Le budget indicatif initial du PIC III, de l'ordre de 55 millions EUR a connu plusieurs augmentations pour se situer début 2019, à un montant total de 62,7 millions EUR (augmentation de 13 %).

THÈMES PRIORITAIRES



Le développement rural et la sécurité alimentaire -> parce qu'une agriculture productive et de qualité constituera le moteur économique du Mali



La formation et l'insertion professionnelle -> afin que les jeunes dans le monde rural disposent des compétences adéquates, correspondant aux besoins du marché du travail



La décentralisation et la gouvernance inclusive -> afin de mettre les collectivités territoriales au cœur du développement socio-économique du pays.

ZONE DE CONCENTRATION ET ACTEURS

2



zones de concentration géographique: une au Sud (région de Ségou et le cercle de Sikasso) et une au Nord (région de Kidal et de Gao)

2



Agences d'exécution :
LuxDev et PROMAN

3



Agences des Nations unies:
BIT, FAO et PNUD

1



ONG : SOS Faim

1



acteur du monde académique:
l'Université du Luxembourg

REVUE À MIS-PARCOURS

- prolonger les programmes du PIC III pour renforcer la durabilité, les synergies et l'impact des actions engagées ;
- recentrer les axes d'intervention d'un éventuel futur PIC, en fonction des acquis et de la valeur ajoutée du Luxembourg au Mali pour plus d'impact et d'efficacité ;
- améliorer la visibilité et la cohérence des appuis luxembourgeois par une plus grande intégration de l'approche des 3D (diplomatie, développement, défense) du Luxembourg.

Quelques chiffres-clé

1. Coopération bilatérale

Durée	Titre	Exécution	Part LU EUR
2015-2019	Développement rural et sécurité alimentaire	LuxDev	17 767 383
2015-2019	Formation et insertion professionnelle	LuxDev	9 961 000
2015-2019	Décentralisation et bonne gouvernance	LuxDev	11 238 500
2015-2019	Programme de développement durable dans la région de Kidal	PROMAN	8 535 000
2015-2019	Programme de développement durable dans la région de Gao	PROMAN	5 715 468
2015-2019	Partenariat entre l'Université du Luxembourg et les universités de Bamako	Université du Luxembourg	861 500
2016-2022	Dispositif innovant de financement de l'agriculture familiale au Mali et au Burkina Faso	SOS Faim	*7 962 474

* Le budget total du projet s'élève à 7 962 474 EUR, alors que le volet Mali dispose d'un budget de 3 956 585 EUR.

2. Coopération multilatérale

Durée	Titre	Organisation	Part LU EUR
2016-2019	Projet d'insertion professionnelle et de renforcement de la résilience des jeunes en milieu rural	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	1 500 000
2016-2019	Projet de décentralisation et de gouvernance inclusive et durable	Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)	1 000 000
2018-2019	Projet d'appui au Cycle électoral au Mali	PNUD	200 000
2016-2019	Projet d'amélioration de l'employabilité des jeunes ruraux	Bureau international du travail (BIT)	1 500 000
2016-2021	Accès des femmes aux moyens de production pour une agriculture résiliente au changement climatique	ONU Femmes	3 950 000
2018-2019	Commission d'enquête sur les crimes de guerre au Mali	MINUSMA	300 000

3. Coopération régionale

Durée	Titre	Partenaire	Part LU EUR
2016-2020	FEVE III - Lutte contre le VIH/sida	Enda Santé	5 338 148
2018-2019	Plan de rattrapage en Afrique de l'Ouest et du Centre (objectifs de traitement 90-90-90)	ONUSIDA	2 000 000
2016-2019	Formations dans le domaine bancaire et financier en Afrique de l'Ouest auprès de la BCEAO	House of Training/ ATTF	425 000
2017-2022	Digital Finance Initiative	ADA	665 170
2018-2019	Faciliter l'inclusion financière des Micro et petites entreprises (MPE)	ADA	292 000
2013-2021	Partenariat UE-LU-IRL-OMS sur la couverture sanitaire universelle	UE/OMS	21 000 000
2016-2022	Centre d'assistance technique dans le domaine du renforcement des capacités de gestion macro-économique	FMI/AFRITAC Ouest	5 000 000
2010-2019	AXIS	Union africaine	300 000
2018-2019	Appui à l'initiative mondiale pour l'emploi décent des jeunes dans la région du Sahel	BIT	2 000 000
2016-2019	Renforcement de la sécurité humaine et de la résilience communautaire	PNUD	3 000 000
2016-2019	Contribution luxembourgeoise au volet « Sahel – Région du Lac Tchad » du Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique	UE	4 000 000
2018-2019	Cadre de conformité pour le respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire pour les opérations de la Force conjointe du G5 Sahel	UE - ONU - G5 Sahel	345 000

4. Coopération avec les ONG

Durée	Titre	ONG	Part LU EUR
2017-2021	Former les jeunes en métier au Mali	Fondation Partage Luxembourg	360 000
2019-2023	Renforcement des acteurs de la société civile pour le changement social dans les domaines agricoles et alimentaires en Afrique subsaharienne	SOS Faim	401 900
2017-2019	Réaliser des aménagements du territoire avec les communautés et les représentants locaux de la banlieue de Bamako	Croix-Rouge	130 136
2017-2019	Rénovation d'au moins 250 maisons en techniques améliorées dans la banlieue de Bamako	Croix-Rouge	130 000
2017-2019	Renforcement des capacités en matière de construction durable et d'assainissement ainsi que formation de volontaires	Croix-Rouge	17 600
2017-2019	Action au Mali : Renforcer la protection (prévention, prise en charge psychosociale, réinsertion et réhabilitation) des filles mineures à risques et ou victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales (ESEC)	ECPAT	524 000
2016-2020	Promotion de la santé familiale et communautaire dans le cercle de Ségou	Fondation Raoul Follereau	828 000
2016-2020	Promotion de la santé féminine, maternelle et infantile dans le cercle de Kati	Fondation Raoul Follereau	720 000
2016-2020	Sensibilisation et information sur les conséquences des mutilations génitales féminines dans le cercle de Kati	Fondation Raoul Follereau	240 000
2016-2020	Aide sociale en faveur de l'enfance en détresse à Ségou	Fondation Raoul Follereau	172 800
2016-2020	Développement de la formation professionnelle pour l'employabilité des jeunes en situation de vulnérabilité à Ségou	Fondation Raoul Follereau	112 800
2018-2022	Détecter et prendre en charge les polyhandicaps des enfants de 0 à 14 ans pour leur meilleure intégration sociale	Handicap International	792 800
2017-2021	Développement familial et communautaire en faveur de la protection de l'enfant à Bamako	SOS International	176 800
2017-2021	Développement familial et communautaire en faveur de la protection de l'enfant à Socoura	SOS International	564 400
2017-2019	Projet d'aménagement de la mare de Lofine-Tiediana, commune de Kava, région de Ségou, Mali	SOS Sahel	226 528

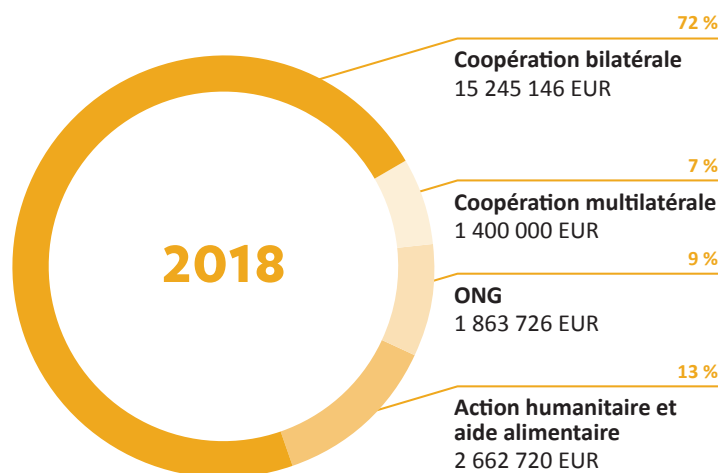
5. Action humanitaire

Durée	Titre	Organisation	Part LU EUR
2017	Opérations du service aérien de l'UNHAS au Mali	Programme alimentaire mondial (PAM)	250 000
2018	Aide d'urgence	PAM	500 000
2017-2020	Repas scolaires (« <i>school feeding</i> »)	PAM	2 000 000
2018	Appui alimentaire aux ménages affectés par la sécheresse	Caritas	60 000
2016-2018	Gestion d'urgence Reconstruction de l'habitat et des infrastructures de base dans la région de Tombouctou	Croix-Rouge luxembourgeoise	600 000
2016-2018	Assistance médicale humanitaire dans la région de Gao	Médecins du monde (MDM)	950 000
2016-2018	Gestion d'urgence	Comité international de la Croix-Rouge (CICR)	1 600 000
2018-2019	Compréhension du droit international humanitaire (DIH)	Appel de Genève	250 000
2018-2019	Évaluation du processus Nexus Humanitaire-Développement au Mali	PROMAN	100 000

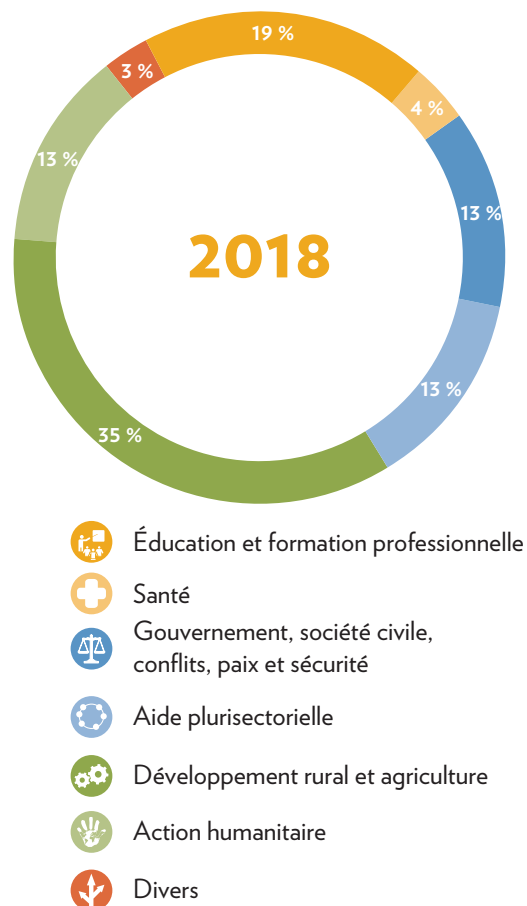
6. Coopération dans le domaine de la sécurité

Durée	Titre	Organisation	Part LU EUR
2014-2019	Opérationnalisation de la base de données criminelles de la Police malienne à Bamako	EUCAP Sahel Mali	140 000

Répartition de l'APD au Mali en 2018

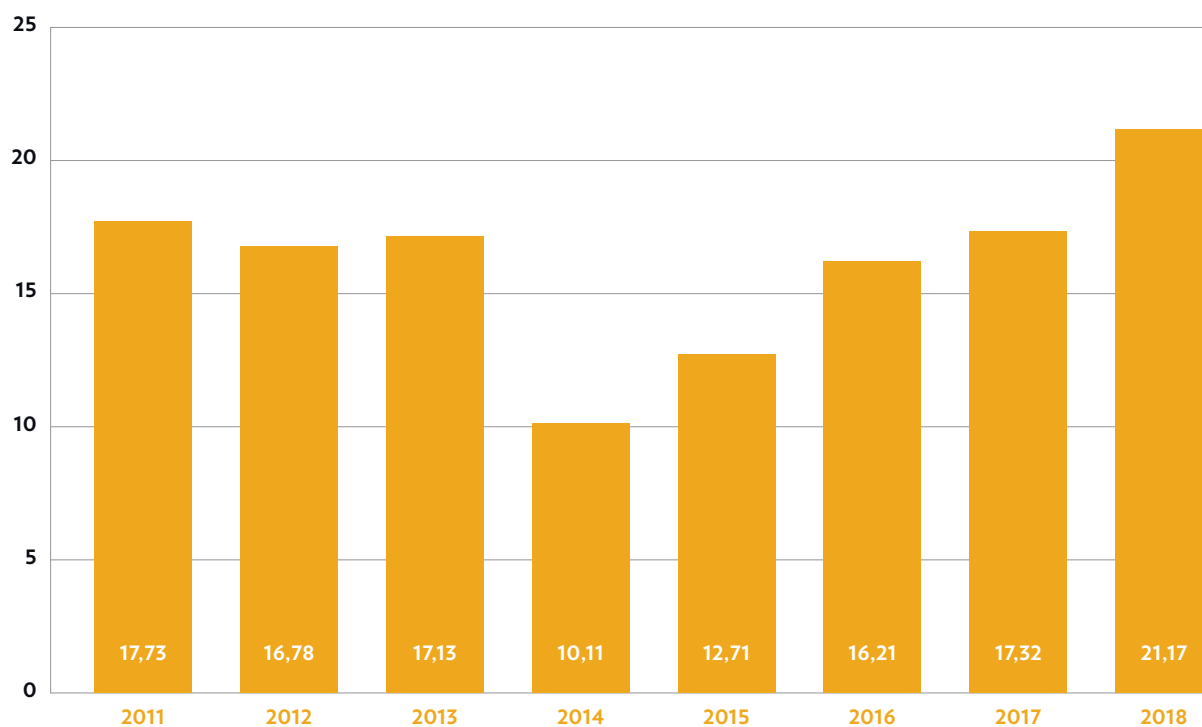


Répartition sectorielle en 2018



Évolution de la mise en œuvre

millions EUR



LuxDev | Développement rural et sécurité alimentaire



2015 - 2019

Le secteur du développement rural et de la sécurité alimentaire constituent l'épine dorsale du PIC III qui prend l'orientation stratégique d'intervenir principalement sur les filières prioritaires comme le riz, le fonio et le sésame.

Le programme s'efforce, dans son intervention, d'accompagner et de renforcer les acteurs locaux et les services de l'État en harmonie avec les politiques et stratégies sectorielles, tant au plan national, qu'aux niveaux de la région, des cercles et des communes.

L'objectif global du programme est de diversifier et de renforcer durablement les sources de revenus agricoles et la sécurité alimentaire des ménages. L'objectif spécifique est de développer et d'intensifier la productivité, la durabilité et la rentabilité de trois filières agricoles.

Le programme intervient dans la région de concentration Sud du PIC III, c'est-à-dire dans les cercles de Ségou, San, Tominian, Bla, Barouéli (région de Ségou) et Yorosso (région de Sikasso).

À ce jour, fin 2018, le projet travaille avec plus de 200 organisations de producteurs (OP) sélectionnées dont des producteurs de riz, de sésame et de

fonio, incluant celles travaillant sur les aménagements hydro-agricoles et une centaine de micro et petites entreprises (MPE) transformatrices de riz et de fonio.

Principaux résultats atteints :

- contribution à l'amélioration de la sécurité alimentaire, en particulier grâce au développement de la filière rizicole via l'aménagement et la réhabilitation de 571 ha de bas-fonds (222 ha de nouveaux bas-fonds, et 349 ha des bas-fonds réhabilités) ;
- la dotation en 1 485 équipements au profit de 202 OP / MPE (sur 310) ;
- 57 magasins ont été construits aux profits d'OP toutes filières confondues, et 49 magasins ont été réhabilités ;
- appui aux organisations des Interprofessions de la filière riz et sésame ;
- contribution à l'atteinte des résultats environnementaux et climatiques avec 1033 ha de terres reboisées et un programme d'Information, éducation, communication qui sera divulgué entre autres dans les marchés, les écoles et les centres de santé ;
- 75 contrats de commercialisation sont signés et 118 producteurs semenciers mise en place et formés ;
- un fond complémentaire, axé uniquement sur la commercialisation de la production des trois filières - a été mis en place avec un encadrement aux OP et aux MPE pour satisfaire les conditions d'éligibilité à ces crédits.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
17 767 383 EUR



© LuxDev

◀ Station de pompage de la plaine de San Ouest

LuxDev | Formation et insertion professionnelle



2015 - 2019

Le programme concerne la formation et l'insertion professionnelle au Mali, dans la région de concentration Sud du PIC III.

Bien qu'ayant connu des progrès importants en matière d'évolution de son taux brut de scolarisation, le système éducatif malien est aujourd'hui confronté à des défis majeurs : le maintien des effectifs et le développement des infrastructures pour augmenter l'accès et la qualité des enseignements.

En matière de formation professionnelle, les problématiques relatives à la qualité et à l'efficacité des formations existantes sont au cœur des préoccupations, soulignant le manque d'adéquation des compétences aux besoins du secteur productif et rendant complexe le défi de l'insertion professionnelle.

La stratégie d'intervention vise à élargir l'offre initiale et continue d'une formation professionnelle de qualité, basée sur les compétences et favorisant l'insertion professionnelle.

Cette stratégie s'articule autour de l'objectif principal du PIC III, à savoir le développement des compétences du monde rural (plus particulièrement liée aux filières riz, sésame et fonio) de cinq cercles de la région de Ségou (Ségou, Barouéli, Bla, San et

Tominian) et du cercle de Yorosso dans la région de Sikasso.

L'objectif global du programme vise non seulement à soutenir la création d'emplois pour les femmes et jeunes, mais aussi celle des activités génératrices de revenus. L'objectif spécifique de l'intervention concerne l'accroissement des compétences professionnelles des femmes et des hommes du monde rural, adaptées au marché de l'emploi.

Principaux résultats atteints à ce jour (fin 2018)

- contribution aux conditions (textes, instances, assistance technique) en place pour une coordination régionale de la formation professionnelle et de l'emploi par le conseil régional de Ségou ;
- 458 formateurs ont bénéficié de sessions de formation en approche par compétence (pédagogie et évaluation des compétences) ;
- les formations initiales qualifiantes ont touché 1500 apprenants, dans 20 corps de métiers, dont 26 % de filles ;
- les formations par apprentissage dans des ateliers-écoles et champs-écoles ont touché près de 4 000 apprentis dont 21% de filles. Les apprentis ont été encadrés par 1 000 maîtres artisans formés en pédagogie. Les examens de fin d'apprentissage de 4 000 apprentis, dans 15 métiers de l'agrosylvopastoral et de l'artisanat, ont été organisés ;
- la formation continue a touché près de 8 000 actifs du monde rural ;
- 1 100 jeunes ont été formés en entrepreneuriat, dont 41 % de filles ;
- 854 crédits ont été mis en place (583 femmes bénéficiaires, soit 68 %) et ont principalement concerné les secteurs de l'agrosylvopastoral et de l'artisanat pour un montant total des crédits accordés de 274 730 EUR dont 109 410 EUR pour les femmes, soit 40 %.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
9 961 000 EUR



© LuxDev

◀ Examen de certification
d'un apprenti-mécanicien deux roues à Yorosso



2015 - 2019

Le volet décentralisation du PIC III est d'une importance particulière dans le contexte de mise en œuvre de l'accord de paix au Mali. Les évolutions récentes sonnent l'avènement d'une nouvelle poussée de décentralisation, marquée par l'opérationnalisation des agences de développement régionales, la création de nouvelles régions, et surtout aussi la nécessité du transfert de compétences et de budget vers les collectivités territoriales.

Étant donné que le Luxembourg compte accompagner ces efforts de décentralisation, il est entendu qu'il devra se donner suffisamment de flexibilité pour réagir aux évolutions en cours. Le programme s'aligne sur les politiques nationales de décentralisation, de réforme de l'État et de bonne gouvernance, ainsi que sur les systèmes nationaux de mise en œuvre.

Conformément aux intentions du PIC III et en alignement avec les politiques et stratégies nationales, l'objectif général vise à réunir, dans le respect des principes de bonne gouvernance, les conditions du développement socio-économique territorial. L'objectif spécifique se concentre sur le secteur public qui devrait gagner en performance et assumer sa redevabilité envers la population rurale.

Principaux résultats atteints à ce jour (fin 2018)

- 36 commissions foncières ont réalisé leur répertoire des us et coutumes ;
- 252 femmes et jeunes vulnérables ont été identifiés pour bénéficier de terres aménagées identifiées dans 18 villages ;
- 35 collectivités disposent de leur plan de développement économique social et culturel ;
- dotation en matériel informatique et installation en cours de l'équipement photovoltaïque au profit de 50 collectivités et 25 sous-préfectures ;
- réhabilitation de cinq infrastructures hydro-agricoles transférées du ministère de l'Agriculture aux collectivités territoriales ;
- 505 agents techniques des collectivités territoriales en cours de finalisation d'un parcours d'acquisition de compétences ;
- 20 communes sont accompagnées dans l'amélioration de leurs ressources fiscales par des dispositifs innovants ;
- 150 organisations non étatiques (organisations féminines, de producteurs, faitières) sont formées, accompagnées, coachées vers l'autonomie.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
11 238 500 EUR



◀ Échange autour de l'identification de terres

PROMAN | Programmes de développement durable dans les régions de Kidal et de Gao



2015 - 2019

La Coopération luxembourgeoise est présente depuis 1999 dans la région de Kidal avec un programme intégré, le programme de Développement durable dans la région de Kidal. L'élargissement de ce partenariat de longue date vers la région de Gao avec le programme de Développement durable dans la région de Gao constitue une nouveauté sous le PIC III.

Les programmes de la Coopération luxembourgeoise à Kidal et à Gao sont exécutés par l'agence d'exécution PROMAN S.À., en étroite collaboration avec les autorités nationales et locales.

Le programme de développement durable dans la région de Kidal a quatre composantes :

Développement rural et sécurité alimentaire

Afin de favoriser le développement rural et la sécurité alimentaire de la région de Kidal, cette composante vise notamment un soutien aux moyens d'existence des populations locales comme le pastoralisme ainsi que l'économie de l'oasis, après une analyse en amont de leur impact environnemental. Il s'agit d'améliorer la disponibilité de l'eau pour les populations rurales et le bétail et de soutenir, en collaboration avec les autorités locales et les autres partenaires techniques et financiers, l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan régional de sécurité alimentaire.

Santé et assainissement

Dans le souci d'améliorer l'accès des populations de la région de Kidal aux soins de santé de qualité, il s'agit notamment de renforcer ce volet à travers des réhabilitations et l'équipement des centres de santé. De même, il s'agit de soutenir l'émergence d'un système de gestion locale efficace et efficient de la santé dans les différentes communes. Afin de créer un environnement sain dans les principaux centres

de concentration des populations, cette composante appuiera l'élaboration et accompagnera la mise en œuvre de stratégies et de plans d'assainissement.

Formation et insertion professionnelle

En vue de donner des perspectives aux jeunes et particulièrement aux femmes, le PIC III donnera comme par le passé un appui conséquent à la formation professionnelle dans la région de Kidal. Il s'agit d'assurer aux jeunes une formation professionnelle initiale et continue répondant aux besoins et nécessités en milieu rural. Le dispositif de formation duale sera notamment soutenu à travers l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie régionale d'installation et d'équipements d'artisans. À l'issue de leur formation, il s'agit de mettre à disposition des jeunes des initiatives favorisant leur insertion économique. Au terme du programme, le Luxembourg prévoit également de construire un centre de formation professionnelle. Finalement, dans ce cadre, la Coopération luxembourgeoise appuiera des initiatives pour promouvoir la culture locale en tant qu'un des moteurs de la vie régionale et le retour à la stabilité.

Décentralisation et bonne gouvernance

Pour aider la région de Kidal vers un retour à la normalité, cet axe appuiera le processus de décentralisation à travers l'appui-conseil aux collectivités territoriales pour les placer au centre du développement économique, social et culturel de la région. Comme lors du PIC II, un appui conséquent sera aussi donné aux mécanismes locaux de prévention et de gestion des conflits ainsi que d'implication des communautés au développement local, en vue d'améliorer la participation citoyenne.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
8 535 000 EUR

Le programme de développement durable dans la région de Gao a deux composantes :

Développement rural et sécurité alimentaire

Vu la disponibilité de terres aménageables le long du fleuve Niger, cette composante appuiera la production et la productivité des périmètres irrigués ainsi que les sites halieutiques et maraîchers.

Un accent fort sera donné à la sécurisation des produits et sous-produits issus de l'élevage. Dans cette perspective, il s'agit d'améliorer la disponibilité de l'eau pour les populations rurales ainsi que le bétail et de soutenir avec les autorités locales et les autres partenaires techniques et financiers, l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan régional de sécurité alimentaire.

Formation et insertion professionnelle

Pour donner des perspectives économiques aux jeunes, il faut améliorer leur accès à une formation professionnelle initiale et continue répondant aux besoins et nécessités de la région de Gao, notamment en milieu rural. Comme à Kidal, le dispositif de formation duale sera soutenu à travers l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie régionale d'installation et d'équipements d'artisans. Des mesures devant favoriser l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes sont envisagées.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
5 715 468 EUR

Partenariat entre l'Université du Luxembourg et les universités de Bamako



2015 - 2019

Depuis 2010, une action de coopération est menée par la faculté de droit et d'économie de l'Université du Luxembourg avec l'Université des sciences juridiques et politiques et avec l'Université des sciences sociales et de gestion de Bamako. Chaque année, des professeurs en droit et en économie de l'Université du Luxembourg viennent donner des cours à Bamako et des enseignants de Bamako sont invités à Luxembourg. Les déplacements ont été interrompus pendant un an suite au coup d'État en mars 2012, mais ils ont repris en 2014.

Le PIC III entend étendre ce partenariat avec un soutien concret et ciblé aux efforts de développement de l'enseignement supérieur et de la recherche. La faculté de Droit et d'Économie de l'Université du Luxembourg appuiera dans ce sens la coordination des universités de Bamako avec d'autres universités partenaires de la sous-région.

Un soutien conséquent sera donné à l'enseignement supérieur, à la formation des enseignants et à la recherche en général dans le domaine du droit et de l'économie.

Concrètement, la mise en place d'un programme de Master en Droit et d'un programme de Master en Finance d'entreprise est envisagée ainsi que des initiatives pour structurer davantage la recherche dans ces domaines.

Un appui en ressources documentaires ainsi qu'à la gouvernance de l'Université des Sciences juridiques et politiques et l'Université des Sciences sociales et de Gestion de Bamako sera apporté.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
861 500 EUR

SOS Faim | Dispositif innovant de financement de l'agriculture familiale au Mali et au Burkina Faso (Agri+)



2016 - 2022

Ce projet vise à contribuer à la transformation et la modernisation des exploitations agricoles dans des zones ciblées au Mali et au Burkina Faso via la mise en place de deux outils de financement (fonds de garantie et ligne de crédit) et d'un programme de formation. Cette stratégie facilite non seulement l'accès des exploitations familiales et organisations de producteurs agricoles au financement agricole, mais leur offre également et surtout des produits de financement à moyen et long terme, adaptés à leurs besoins.

Le cycle de formation proposé par Agri+ vise à renforcer les compétences des organisations de producteurs en financement agricole. Ces formations, conjuguées à la création d'espaces de dia-

logue multi-acteurs sur la thématique, favorisent la confiance entre les institutions de microfinance, les banques et leurs clients, ce qui est primordial pour un investissement agricole durable.

Dans le cas du Mali, le projet Agri+ fait partie du PIC III (2015-2019). Il est mis en œuvre sur une durée de sept ans et agit en synergie avec les actions de LuxDev, du BIT et de la FAO, qui sont les autres acteurs soutenus par le Ministère dans le domaine du développement rural, qui constitue l'épine dorsale du PIC III.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
volet Mali : 3 956 585 EUR
budget total : 7 962 474 EUR



© Atelier Performances / SOS Faim

Participants à une formation en finance agricole Agri+ ▲

FAO | Projet d'insertion professionnelle et de renforcement de la résilience des jeunes en milieu rural



2016 - 2019

La FAO s'insère dans le contexte d'un marché de l'emploi au Mali caractérisé par un faible niveau de l'offre, un sous-emploi chronique en milieu rural et le retour de personnes déplacées, y compris de jeunes dans leur localité d'origine. Le projet vise à contribuer à la réduction de la pauvreté des jeunes ruraux des régions de Ségou et Sikasso à travers leur insertion professionnelle dans les chaînes de valeur des filières agroalimentaires porteuses.

Le projet bâtira sur les acquis du PIC II et les bonnes pratiques développées par la FAO à travers l'établis-

sement de Champs-école paysans (CEP). En s'inspirant des CEP, la FAO mettra en œuvre au Mali une approche mieux adaptée aux jeunes, visant à les rendre autonomes en milieu rural à travers les écoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage à la vie pour les jeunes.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
1 500 000 EUR

PNUD | Projet de décentralisation et de gouvernance locale inclusive et durable



2016 - 2019

Le PNUD s'insère dans le contexte de la mise en œuvre de l'Accord de paix et de réconciliation nationale au Mali lequel accorde un rôle important à la décentralisation comme cadre et outil de mise en œuvre de la libre administration des collectivités territoriales du Mali. Il tient également compte des recommandations issues des États généraux de la décentralisation (octobre 2013) qui prévoient notamment de « mettre la région au centre du développement économique, social, culturel et environnemental ».

Le projet en question vise à appuyer le gouvernement du Mali dans la réalisation de ses efforts d'approfondissement de la décentralisation déclinés notamment dans son document cadre de politique nationale de décentralisation 2015-2024. De manière plus spécifique, ce projet permettra au PNUD d'apporter une réponse stratégique à la promotion du développement économique régional notamment par le renforcement

des capacités des collectivités territoriales cibles de Ségou (Ségou, San, Tominian, Bla) et de la région de Sikasso (Yorosso) à délivrer des services publics de base, l'amélioration de leurs capacités à mobiliser les ressources financières, et ceci dans le respect des principes de bonne gouvernance. Pour cela, il s'appuiera sur les leçons apprises et les bonnes pratiques du PNUD et du Fonds d'équipement des Nations unies (UNCDF) en matière de décentralisation/développement local au Mali dont notamment les projets-pilotes conjoints PNUD-UNCDF mis en œuvre dans les régions de Tombouctou et Mopti en appui aux collectivités territoriales.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
1 000 000 EUR

PNUD | Projet d'appui au cycle électoral au Mali



2018 - 2019

Afin d'accompagner le cycle électoral bien chargé au Mali, le PNUD, ensemble avec la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) et les partenaires engagés, vise à renforcer, d'une part, les capacités techniques et opérationnelles des institutions nationales en charge de l'organisation et de la gestion des élections (tels que le ministère de l'Administration territoriale ou encore la Commission électorale nationale) et, d'autre part, les acteurs politiques, les organisations de la société civile, les médias et les groupes vulnérables ou marginalisés. Grâce à cet

appui technique et opérationnel, le projet vise à assurer des élections présidentielles et législatives libres, crédibles, inclusives, transparentes et non-violentes au Mali. Concrètement, il s'agit d'appuyer le Mali dans la planification, la coordination et la communication des opérations électorales, de veiller à la prévention de conflits liés au processus électoral et de promouvoir la participation des jeunes et des femmes.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
200 000 EUR

BIT | Projet d'amélioration de l'employabilité des jeunes ruraux



2016 - 2019

Ce projet mis en œuvre par le BIT s'insère dans le contexte d'un marché de l'emploi au Mali caractérisé par un faible niveau d'offre d'emplois, un chômage urbain élevé, notamment chez les jeunes, ainsi qu'un sous-emploi chronique en milieu rural, principale source de migration des populations vers les centres urbains.

Le projet, qui tient compte des leçons apprises et des bonnes pratiques du PIC précédent, vise à améliorer l'employabilité des jeunes ruraux et leurs revenus dans des circuits productifs par un dispositif intégré favorisant la création et la gestion de micro et petites entreprises durables. Il devra ainsi contribuer au renforcement des compétences techniques des établissements

de formation professionnelle, des cellules d'appui à l'insertion et des cadres des services publics en charge de l'emploi et du travail en vue d'améliorer la coordination générale du secteur de la formation professionnelle et technique. Le projet visera par ailleurs une implication renforcée du secteur privé, des organisations d'employeurs/travailleurs et des collectivités locales pour une meilleure prise en compte de la dimension insertion dans leurs outils de planification et budgets.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
1 500 000 EUR

ONU FEMMES | Accès des femmes aux moyens de production pour une agriculture résiliente au changement climatique



2016 - 2021

Le programme mis en œuvre par ONU FEMMES et géré en étroite collaboration avec les autorités maliennes et un des principaux groupes privés au Mali, le groupe KLEDU, vise à appuyer le gouvernement du Mali dans la mise en œuvre de son document de cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable en accompagnant les femmes transformatrices agroalimentaires et les femmes rurales des filières retenues impactées par le changement climatique à développer des capacités de résilience dans le domaine de l'agriculture et à accroître leur pouvoir économique. Il s'agira de les accompagner tout au long de ce processus, à commencer par l'acquisition de la terre jusqu'à l'accès aux marchés. L'objectif global du

programme est de contribuer de manière durable, d'ici 2021, à l'amélioration des conditions de vie de 25 000 femmes qui subissent les effets néfastes du changement climatique.

Il y a lieu de noter que les domaines visés par le programme, dont en particulier l'agriculture durable, font partie des domaines d'intervention prioritaires du Luxembourg au Mali (résilience, agriculture, fonds de garantie, etc.) avec notamment des appuis via LuxDev et la FAO au sud et PROMAN et PAM/ISPR au nord (dont Gao) ainsi que SOS-Faim.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
3 950 000 EUR

MINUSMA | Commission d'enquête sur les crimes de guerre au Mali

2018 - 2019

En dépit de quelques progrès, la situation des droits de l'homme au Mali continue d'être préoccupante avec des violations graves commises par les forces de sécurité et de défense maliennes, les groupes armés et les groupes terroristes – raison pour laquelle le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a annoncé en janvier 2018 sa décision d'établir une Commission d'enquête internationale. Les signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, signé en 2015, avaient en effet recommandé la création d'une Commission d'enquête internationale chargée de mettre la lumière sur les crimes de droit international, y compris les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et les atteintes aux droits humains, et de soutenir ainsi in fine la réconciliation nationale du Mali.

Financé majoritairement par les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg, et mis en œuvre par la MINUSMA,

la Commission d'enquête internationale visera à :

- assurer que les enquêtes des graves violations et abus des droits de l'homme et violations de droit international humanitaire, y compris des violations fondées sur le sexe, se déroulent sans difficultés ;
- établir les faits, les circonstances et les conditions dans lesquelles les violations et abus ont été commis, y compris ceux qui pourraient constituer des crimes internationaux ;
- établir les chaînes de commandement et identifier les auteurs impliqués dans les violations et abus ;
- émettre des recommandations pertinentes en vue d'améliorer la situation des droits de l'homme et humanitaire du Mali ;
- présenter un rapport écrit au Secrétaire général d'ici avril 2019.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
300 000 EUR

Cadre de conformité pour le respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire pour les opérations de la Force conjointe du G5 Sahel

2018 - 2019

En février 2017, les chefs d'État des pays du G5 Sahel (Mali, Niger, Burkina Faso, Mauritanie et Tchad) ont annoncé la création d'une force régionale conjointe pour combattre le terrorisme, le crime organisé et le trafic d'êtres humains. Le Luxembourg a notamment contribué au soutien médical de la Force conjointe et à la réalisation d'un hôpital de campagne pour la Force conjointe à Sévaré au Mali. Cet engagement accru sur le plan de la sécurité et de la défense va de pair avec une coopération renforcée en faveur de la gouvernance et du respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire au Sahel. En effet, le G5 Sahel s'est engagé à mener les opérations de la Force conjointe en plein respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

À cette fin, et sur demande directe du G5 Sahel, un arrangement technique a été signé en février 2018 entre la Commission européenne, les Nations unies et le G5 Sahel en vue de fournir, par l'intermédiaire de la MINUSMA, un appui opérationnel et logistique spécial à la Force conjointe. Ce dispositif permettra ainsi de définir ensemble avec le G5 Sahel les mesures d'appui qui permettront de mettre en œuvre le cadre de conformité, proposé par les Nations unies (OHCHR), pour prévenir et traiter les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire qui pourraient être commises lors des opérations de la Force conjointe.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
345 000 EUR

ENDA-Santé | projet FEVE III



2016 - 2020

Avec l'assistance technique de l'ONG luxembourgeoise Stop Aids Now/Access a.s.b.l, le réseau international ENDA-Santé, dont le siège est à Dakar, met en œuvre au Mali un projet dans le domaine de la lutte contre le VIH/Sida. Calqué sur l'initiative 90-90-90 d'ONUSIDA patronnée par le Luxembourg, le programme « Frontières et vulnérabilités au VIH/ SIDA en Afrique de l'Ouest

(2016 – 2020) » est le seul à l'échelle sous régionale qui s'adresse aux populations les plus vulnérables dans les régions frontalières entre désormais neuf pays, à savoir, le Burkina Faso, le Cabo Verde, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée-Bissau, la Guinée, le Mali, le Niger et le Sénégal.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
5 338 148 EUR

ONUSIDA | Plan de rattrapage en Afrique de l'Ouest et du Centre (objectifs de traitement 90-90-90)



2018 - 2019

Afin de mettre fin à l'épidémie du VIH/sida en tant que menace pour la santé publique d'ici 2030, le Luxembourg s'est engagé en 2017 à soutenir les actions de plaidoyer, de sensibilisation et d'assistance technique de l'ONUSIDA pour réaliser l'objectif de traitement « 90-90-90 ». Cette cible ambitieuse vise à permettre à 90 % des personnes vivant avec le VIH de connaître leur statut sérologique, à 90 % de toutes les personnes infectées par le VIH dépistées de recevoir un traitement anti-rétroviral durable et à ce que 90 % des personnes sous traitement antirétroviral aient une charge virale durablement supprimée.

Aujourd'hui, malgré l'accélération de la riposte mondiale aux VIH/sida, force est de constater que

l'Afrique de l'Ouest et du Centre reste confrontée à des défis importants et accuse des retards alarmants. Il est donc indispensable de renforcer les activités de prévention afin de modifier la trajectoire de l'épidémie et d'atteindre l'objectif 90-90-90 d'ici 2020.

C'est dans cet objectif que le Luxembourg soutient l'ONUSIDA et plus particulièrement le plan de rattrapage en Afrique de l'Ouest et du Centre qui inclut la majorité de ses pays partenaires. Le Mali compte 110 000 personnes vivant avec le VIH/sida, ainsi que 5 900 nouvelles infections et 6 100 décès causés par le VIH en 2016.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
2 000 000 EUR

House of Training/ATTF | Partenariat avec la BCEAO



2016 - 2019

En collaboration avec la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la House of Training/ATTF propose des formations dans le domaine bancaire et financier dans la zone UEMOA. Destinés à des entités publiques et privées, issues des États membres de l'Union monétaire ouest-africaine (UEMOA), les appuis en formation (p.ex. en gestion des risques bancaires, audit et contrôle internes

et en cybersécurité) répondent à des besoins spécifiques exprimés par la BCEAO et qui ne sont pas couverts par leur organisme de formation interne, le Centre ouest africain de formation et d'études bancaires.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
425 000 EUR

ADA | Digital Finance Initiative



2017 - 2022

Au cours des dernières années, le développement des technologies dédiées aux services financiers a eu un impact considérable. Les services de finance digitale constituent un moyen efficace pour offrir un accès rapide aux services bancaires, bon marché et sécurisé. Néanmoins, pour beaucoup d'institutions de microfinance (IMF), l'adoption des outils de finance digitale n'est pas évidente.

La Digital Finance Initiative, lancée début 2017, a pour objectif d'appuyer les IMF de plusieurs pays

d'Afrique, dont le Mali, et à mettre en place des solutions digitales (i.e. solution de *mobile banking* ou de *cloud*) afin d'améliorer leurs performances financières et sociales. À cette fin, ADA propose un soutien stratégique, méthodologique, technique et financier tout au long de la conception et de la mise en œuvre des solutions recherchées à l'IMF Soro Yiriwaso.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
665 170 EUR

ADA | Faciliter l'inclusion financière des Micro et petites entreprises (MPE)



2018 - 2019

En 2018, ADA a initié un appui à 12 projets pilotes qui ouvrent de nouvelles perspectives en matière d'appui aux micro et petits entrepreneurs, dont ceux avec les incubateurs Donilab et Suguba au Mali.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
292 000 EUR

Partenariat UE-LU-IRL-OMS sur la couverture sanitaire universelle (CSU)



2013 - 2021

En dehors des projets multi-bi dans le cadre du PIC, la Coopération luxembourgeoise soutient un programme à travers l'OMS et en collaboration avec l'Union européenne, qui couvre ses cinq pays partenaires africains, c'est-à-dire le Burkina Faso, le Cabo Verde, le Mali, le Niger et le Sénégal, ainsi que le Laos qui a été ajouté en 2015. Il vise à renforcer la capacité des pays à développer et mettre en œuvre des politiques, stratégies et plans de santé solides et complets promouvant la couverture sanitaire universelle. Le programme est adapté aux besoins des différents pays et, de par sa nature de partenariat, aide à partager les leçons apprises et les échanges Sud-Sud. Les partenaires principaux pour la mise en œuvre sur le terrain sont les ministères de la Santé, mais aussi d'autres partenaires nationaux et internationaux.

La coordination de la partie luxembourgeoise de ce programme est assurée par trois experts techniques, dont un siégeant dans le bureau sous-régional de l'OMS à Ouagadougou et couvrant le Burkina Faso et le Niger, un deuxième siégeant dans le bureau de l'OMS à Bamako et couvrant le Mali, le Sénégal et le

Cabo Verde, et enfin un troisième dans le bureau à Vientiane en charge du Laos.

Au Mali, le Partenariat a contribué à l'élaboration du plan national de suivi et évaluation du Programme de développement du secteur de la santé (PRODESS), ainsi qu'à l'élaboration des comptes nationaux de la santé. Un accent particulier est mis sur la décentralisation et les activités du Partenariat ont inclus la formation des équipes cadre des districts et régions, ainsi que l'appui à l'élaboration des plans opérationnels du PRODESS dans sept régions.

Le Mali est très engagé au niveau des échanges Sud-Sud sur les meilleures pratiques en matière de couverture sanitaire universelle. Mis à part des missions d'études dans les pays avoisinants, le Mali a aussi documenté sa propre expérience en matière de dialogue politique en santé pour servir de bonne pratique.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise pour le programme global couvrant les six pays :
21 000 000 EUR

FMI | AFRITAC Ouest



2016 - 2022

Depuis 2016, la Coopération luxembourgeoise et le ministère des Finances appuient la deuxième phase du centre régional d'assistance technique du FMI en Afrique de l'Ouest avec une enveloppe totale de 5 millions EUR. L'assistance technique se concentre sur le renforcement des capacités de gestion macro-économique afin de permettre aux huit pays

de l'UEMOA de mettre en œuvre des politiques de stabilité financière et de promotion de la croissance et d'atteindre leurs objectifs en matière de réduction de la pauvreté.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
5 000 000 EUR

Union africaine | projet AXIS (African Internet Exchange System)



2010 - 2019

La Coopération luxembourgeoise, à travers son agence LuxDev, assure le rôle de lead financier du projet « *African Internet Exchange System* » initié par l'Union africaine dans le cadre du fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures. Prolongé jusqu'en 2019, le projet AXIS a pour objectif de mettre en place une infrastructure internet robuste à l'échelle du continent africain. Il prévoit ainsi la mise en place de points d'échange internet dans les 33 pays africains qui ne disposent pas encore d'une

telle infrastructure et la création de cinq *regional internet hubs*. Ce projet permettra ainsi de dégager d'importantes économies – estimées à 300 millions EUR par an – en évitant aux flux internet africains de devoir transiter par des points d'échange situés en dehors de l'Afrique.

Budget total : 5 350 000

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
300 000 EUR

BIT | Appui à l'initiative mondiale pour l'emploi décent des jeunes dans la région du Sahel

2018 - 2019

L'Initiative mondiale pour l'emploi décent des jeunes est le premier effort global de l'ensemble du système des Nations unies pour la promotion de l'emploi des jeunes dans le monde entier. Elle rassemble les vastes ressources mondiales et le pouvoir de convocation de l'ONU et d'autres partenaires mondiaux clés afin de maximiser l'efficacité des investissements en matière d'emploi des jeunes et aider les États membres dans la réalisation de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

Le projet se concentre sur huit priorités thématiques (emplois verts pour les jeunes, compétences numé-

riques pour les jeunes, apprentissages de qualité, jeunes dans des situations fragiles, jeunes en transition vers l'économie formelle, jeunes dans l'économie rurale, entrepreneuriat et auto-emploi des jeunes, jeunes travailleurs dans des occupations dangereuses) dont chacune fait l'objet d'un plan d'action avec des orientations stratégiques pour la mise en œuvre de politiques et programmes conjoints.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
2 000 000 EUR

PNUD | Renforcement de la sécurité humaine et de la résilience communautaire

2016 - 2019

Ce projet du PNUD s'insère dans le contexte du combat contre les défis humanitaires, sécuritaires, politiques et environnementaux dans la région du Sahel. Les déplacements conséquents de populations au niveau intra et inter frontalier en raison de divers conflits ont créé des tensions sociales entre les réfugiés et les populations hôtes, particulièrement dans les zones frontalières du Mali vers la Mauritanie et du Mali vers le Burkina Faso. Le manque d'inclusion systématique de réconciliation des griefs du passé risque d'encourager les populations marginalisées et sans perspectives à rejoindre les groupes armés, complétant ainsi le cercle vicieux de violence, de déplacements forcés et de tensions sociales.

Le projet vise à renforcer les mécanismes formels et informels au niveau des communautés afin de favoriser la cohésion sociale, la sécurité communautaire et la résilience économique. Des activités génératrices de revenu sont créées pour les populations concernées afin de réduire leur vulnérabilité aux chocs extérieurs. De même, la coordination et les

capacités exécutives des commissions économiques régionales sont renforcées. Le projet cherche à promouvoir l'amélioration des structures administratives, l'intériorisation des mécanismes de résolution de conflits au niveau local, régional et national ainsi qu'un meilleur accès à la justice. Le projet vise également à promouvoir l'égalité des sexes et à inclure la jeunesse locale dans la conception et mise en œuvre des activités sur place. Concrètement, le projet cherche à réduire la vulnérabilité et l'exposition des femmes, particulièrement affectées par les effets du changement climatique. L'engagement du PNUD dans la région du Sahel est efficace grâce à ses initiatives à la fois bilatérales et régionales visant à renforcer les liens entre les gouvernements, la société civile et les institutions informelles et soutenant la résilience des communautés en réduisant les conflits et en améliorant les moyens de subsistance.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
3 000 000 EUR

UE | Contribution luxembourgeoise au volet « Sahel – Région du Lac Tchad » du Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique

2016 - 2019

Le Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique de l'Union européenne (UE) cherche à favoriser la stabilité et à adresser les raisons à l'origine des déplacements conséquents des populations en Afrique ainsi que de la déstabilisation. À travers ce fonds, l'UE et ses partenaires visent à améliorer la résilience

alimentaire, à créer des emplois tout en favorisant l'employabilité des jeunes, à améliorer la gestion migratoire et à promouvoir une bonne gouvernance.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
4 000 000 EUR

Coopération avec les ONG

Parmi les ONG sous accord-cadre, Handicap International Luxembourg, la Fondation Follereau Luxembourg, la Fondation Caritas Luxembourg, la Fondation Partage Luxembourg, ECPAT, SOS Faim et SOS Villages d'Enfants mettent actuellement en œuvre des projets qui se situent dans les secteurs de la formation professionnelle, le développement rural, la planification familiale, les soins en matière de fertilité, l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles, les services médicaux, l'éducation sanitaire, les services sociaux et l'infrastructure et services sociaux divers.

La Coopération luxembourgeoise cofinance les projets sous accord-cadre à 80 %, ce qui correspond à une contribution de 4 769 336 EUR.

Parmi les ONG sous cofinancement simple, SOS Sahel Luxembourg met en œuvre des projets de développement dans le secteur du développement agricole.

La Coopération luxembourgeoise finance les projets sous cofinancement simple au Mali à 80 %, ce qui correspond à une contribution de 226 528 EUR.



Action humanitaire

Depuis 2014, le Luxembourg a fait des contributions de 9 405 169 EUR à des programmes d'urgences au Mali pour répondre aux besoins humanitaires engendrés par la crise malienne ainsi que les aléas climatiques.

En 2018, le Luxembourg a soutenu un projet de reconstruction de l'habitat et des infrastructures de base dans la région de Tombouctou mise en œuvre par la Croix-Rouge luxembourgeoise d'un montant annuel de 200 000 EUR ainsi qu'un projet d'appui alimentaire aux ménages affectés par la sécheresse de la Fondation Caritas Luxembourg avec une contribution à hauteur de 60 000 EUR. Depuis 2016, Médecins du Monde bénéficie de 350 000 EUR par an pour son projet d'assistance médicale humanitaire aux populations dans la région de Gao, au nord du Mali.

Dans le cadre de l'Accord de partenariat stratégique pour la période 2017-2020, le PAM a bénéficié en 2018 d'une contribution de 500 000 EUR pour ses activités d'aide d'urgence au Mali ainsi que de 500 000 EUR par an pour le programme des repas scolaires (*school feeding*) au Mali. Le Luxembourg contribue aussi aux

activités du Service aérien humanitaire des Nations unies. Par ailleurs, le Luxembourg a contribué 600 000 EUR en 2018 au CICR en vue de l'Accord de partenariat stratégique en vigueur pour les activités d'aide d'urgence au Mali.

En vue de promouvoir la compréhension du droit international humanitaire et accroître la protection des civils du Mali, le Luxembourg a entamé une collaboration avec l'organisation non-gouvernementale Appel de Genève (*Geneva Call*) fin 2018. Cette même année le Luxembourg a fait une contribution de 100 000 EUR à son partenaire PROMAN pour financer une assistance technique à évaluer et encadrer le processus Nexus à Bamako au Mali aussi supporté par ECHO à Bamako.

De plus, l'action humanitaire luxembourgeoise soutient des mécanismes onusiens, notamment le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires et le Fonds pour la consolidation de la paix.

Le montant total des sommes allouées pour l'année 2018 est donc de 2 560 000 EUR.



Visite de terrain au Mali avec le PAM, août 2018. ▲
© Liam Wylie, PAM.

Contacts

Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Dakar

Nicole Bintner-Bakshian

Ambassadeur

Route de l'Aéroport Léopold Sédar Senghor
B.P. 11750
Dakar/Peytavin, SÉNÉGAL

Email: dakar.amb@mae.etat.lu

Tel: (221 -202) 33 869 59 59

Fax: (221 -202) 33 869 59 60

<http://dakar.mae.lu>

Bureau de l'Ambassade à Bamako

Patrick Fischbach

Premier Secrétaire

ACI 2000
Immeuble Patronat
B.P. 2103
Bamako, MALI

Email: patrick.fischbach@mae.etat.lu

Tel: (223) 20 23 00 89

Portable: (223) 91 67 02 04

Bureau de LuxDev au Mali

Lyn Voegele

Représentante résidente Mali

Fenke Elskamp

Chargée de programmes

Immeuble du Patronat
ACI 2000
B.P. 2103
Bamako - MALI

Email: office.mali@luxdev.lu

Tel: (223) 20 22 73 63

www.luxdev.lu

Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire, ministère des Affaires étrangères et européennes

Charlotte Helminger

Secrétaire de Légation
Desk Mali, Sénégal et Sahel

6, rue de la Congrégation
L-1352 Luxembourg
LUXEMBOURG

Email: charlotte.helminger@mae.etat.lu

Tel: (352) 2478 2374

Fax: (352) 46 38 42

LuxDev siège

Igor Wajnsztok

Conseiller Programmes
Afrique francophone, Mali

10, rue de la Grève
B.P. 2273
L-1022 Luxembourg, LUXEMBOURG

Email: wajnsztok@luxdev.lu

Tel: (352) 29 58 58 253

Fax: (352) 29 58 58 200



NOTES



**Direction de la coopération au développement
et de l'action humanitaire**
6, rue de la Congrégation
L-1352 Luxembourg
T (+352) 246-82351

www.cooperation.gouvernement.lu

 facebook.com/MAEE.Luxembourg

 twitter.com/mfa_lu